

Gemalto et Thales ne font plus qu'un

L'intégration de l'ex-Gemplus avec le règlement de plus de 4 milliards d'euros ce jour, signe la fin d'une époque



Le site de production Gemalto à Gémenos, qui fut avec celui de La Ciotat le berceau de Gemplus. En médaillon, Patrice Caine, président de Thales.

/PHOTOS NICOLAS VALLAURI ET DR

L'information sera officialisée ce matin à Paris, mais les salariés de Gemalto le savent depuis vendredi pour en avoir été informés par courrier. Thales, qui a vu 85,58 % des actions du leader mondial de la sécurité numérique apportées à son offre de rachat, est au terme de la période dite "d'acceptation", seul maître à bord. L'offre faite le 27 mars 2018 en réponse à celle émanant du groupe informatique Atos qui fut jugée inamicale par la direction de Gemalto, est de fait devenue inconditionnelle. Et c'est aujourd'hui 2 avril, qu'intervient le paiement du prix qui va véritablement rendre Thales propriétaire d'un paquet de 79 889 388 titres apportés. Soit un peu plus de 4 milliards d'euros pour un prix par action de 51 euros.

Ne reste plus à présent qu'à acquérir le solde des titres non apportés. D'où la réouverture de l'offre hier, aux mêmes conditions financières. Cette seconde phase sera close le 15 avril prochain à 17 h 40, heure d'Amsterdam, là où Gemalto a son siège social. L'ambition de Thales est de franchir le seuil des 95 % et de procéder ensuite au retrait de Gemalto des cotations boursières Euronext Amsterdam et Euronext Paris. Au terme de l'opération dont le

coût final devrait être de l'ordre de 4,8 milliards d'euros, sera alors pleinement tournée une page d'histoire. Mais à la différence des étapes précédentes où le groupe était resté maître de son destin, ce ne sera désormais plus le cas. Gemalto, l'ex-Gemplus (voir ci-dessous) qui en 2006 s'était rapproché d'Axalto, la filiale néerlandaise carte à puce du groupe Schlumberger, ayant à présent vocation à s'inscrire dans un nouveau chapitre de l'histoire de Thales. Qui dans cette opération, a revêtu les habits de chevalier blanc pour éviter que Gemalto ne devienne une proie. Ensemble, les deux auront "la capacité de satisfaire les besoins numériques de tous leurs clients, qu'ils soient civils ou militaires, sur tous les segments de marché de Thales, avec un portefeuille de technologies de pointe dans les domaines de la sécurité numérique et de l'internet des objets", explique Thales. Qui durant ces trois dernières années, a investi plus d'1 milliard d'euros dans les technologies numériques et procédé à plusieurs acquisitions. Pour lui, la prise de contrôle de Gemalto signe une

accélération de sa stratégie.

Quelles sont les raisons qui ont conduit au rapprochement avec le géant français de l'électronique? Depuis plusieurs années, confronté à une concurrence mondiale grandissante et à une mutation des technologies, Gemalto était à la peine et fragile. Ce que démontrent encore ses résultats pour 2018, malgré une amélioration. Affecté par le déclin des cartes Sim de la téléphonie mobile et dans l'attente du démarrage du marché des cartes e-sim dématérialisées qui signifient une nouvelle génération; également prisonnier d'une pression sur les prix et d'une baisse de la demande sur le segment des cartes bancaires; mais par ailleurs tenu d'investir pour aborder de nouvelles technologies et se diversifier dans la cybersécurité, l'identité et l'internet des objets, Gemalto avait été amené au terme de 2017 à se lancer dans une restructuration mondiale. Avec, en France, l'annonce d'un plan de sauvegarde de l'emploi. Bouclé en juillet 2018, il a conduit au départ de 207 personnes.

Jean-Luc CROZEL

REPÈRES

Gemalto emploie 15 000 salariés et a réalisé un CA de 2,97 Mds d'€ l'an passé.

Thales emploie 66 000 salariés et a réalisé un CA de 15,5 Mds d'€